Greffe T.C. Manosque

Procès Verbal de Dépôt

N° 2008/966

Date 09 DEC. 2008

Le Greffier

A.P.I. CONSEILS

Société à responsabilité limitée
au capital de 130 000 Euros

Siège social : Centre MERCURE Conseils
338, avenue de la Libération
04100 - MANOSQUE

Tribunal de Commerce Greffe
04 MANOSQUE

STATUTS

Mis à jour aux termes
de l'acte de cession de parts sociales du 21 novembre 2008

Certifié conforme
le gérant

A.P.I. CONSEILS

Société à responsabilité limitée
au capital de 130 000 Euros
Siège social : Centre MERCURE Conseils
338, avenue de la Libération
04100 - MANOSQUE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- L'achat, la souscription d'actions ou de parts et plus généralement la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans toute sociétés ; la gestion, l'assistance technique et administrative des participations financières ainsi acquises.,

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : A.P.I. CONSEILS

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : Centre MERCURE Conseils
338, avenue de la Libération
04100 - MANOSQUE

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la société le 18 décembre 2002, Il a été apporté au capital de la société la somme de cinquante deux mille cinq cents euros En numéraire, ci	52 500 €
Lors de l'augmentation de capital du 15 mai 2003, Le capital a été augmenté d'une somme de sept mille cinq cents euros Intégralement libérée en numéraire, ci	7 500 €
Lors de l'augmentation de capital du 31 janvier 2004, Le capital a été augmenté d'une somme de quinze mille trois cents euros Intégralement libérée en numéraire, ci	15 300 €
le capital social a été augmenté d'une somme de soixante deux mille quatre cents euros par apport de 824 parts de la SARL ABCD SERVICES évaluées à SOIXANTE DEUX MILLE NEUF CENT CINQUANTE TROIS Euros SOIXANTE Euros incluant une soulte de 464,80 €, ci	62 400 €
Lors de la réduction de capital du 22 mars 2008, le capital social a été réduit de 137 000 € à 130 000 € par rachat et annulation de 77 parts sociales	- 7 700 €
Montant TOTAL des apports :	130 000 €

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT TRENTE MILLE EUROS (130 000 Euros).

Il est divisé en 1 300 parts sociales de 100 Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1 300.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

Monsieur Michel BERTIN, ci ..... 153 parts
Numérotées de 1 à 153,

Monsieur Jean-Roch BOYER, ci ..... 153 parts
Numérotées de 154 à 306,

Monsieur Claude CABALLERO, ci ..... 77 parts
Numérotées de 383 à 459,

Monsieur Dominique CHEMINOT, ci ..... 188 parts
Numérotées de 460 à 612 et de 661 à 683 et de 319 à 330,

Monsieur Eric ISOARD, ci ..... 153 parts
Numérotées de 766 à 918,

Monsieur Alain NOUGUEREDE, ci ..... 188 parts
Numérotées de 919 à 1071 et de 708 à 730 et de 307 à 318,

la société SERAC CONSULTANTS, ci ..... 13 parts
portant le numéro 1072 et de 731 à 742,

Monsieur Jacques SPINELLI, ci ..... 81 parts
Numérotées de 1073 à 1147 et de 354 à 359,

Monsieur Philippe ZUOLO, ci ..... 188 parts
Numérotées de 1148 à 1 300 et de 743 à 765 et de 331 à 342,

Société AZUR REVISION GESTION, ci ..... 35 parts
Numérotées de 613 à 636 et de 360 à 370,

Société HAUTE PROVENCE COMPTABILITE,ci ..... 36 parts
Numérotées de 637 à 660 et de 371 à 382,

Société GASSENDI CONSULTANTS, ci ..... 35 parts
Numérotées de 684 à 707 et de 343 à 353,

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 300 parts.

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées intégralement.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3. Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION, LIBERATION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en

référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté.

Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

ARTICLE 16 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :
- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés; le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.
Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :
- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er juillet et finit le 30 juin.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 juin 2003.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 25 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 30 - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Claude CABALLERO demeurant 2, impasse de la Ferme – 13740 LE ROVE et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

****

STATUTS **MIS à jour** aux termes de l'acte de cession de parts sociales du 21 novembre 2008

Greffe T.C. Manosque

Procès Verbal de Dépôt

N° 2008 1966 .

Date 09 DEC. 2008

Le Greffier

CESSION DE PARTS SOCIALES

Tribunal de Commerce Greffe 04 MANOSQUE

Les soussignés :

- **Monsieur Claude CABALLERO**
  demeurant 2 Impasse de la Ferme 13740 LE ROVE
  né le 28 mai 1951 à MARSEILLE (13)
  de nationalité Française, « Résident » au sens de la réglementation financière avec l'étranger

  Marié sous le régime de la communauté réduite aux acquêts avec Madame SABATINO Jocelyne, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de MARSEILLE (13) le 24 octobre 1975.
  Ledit régime n'ayant depuis lors subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

  ci-après dénommé "le cédant",
  d'une part,

- **Monsieur Alain NOUGUEREDE**
  demeurant Bois Hospitalier par domaine Saint-Pierre 04100 MANOSQUE
  né le 15 février 1952 à AUBIE-ESPESSAS (33)
  de nationalité française, « Résident » au sens de la réglementation financière avec l'étranger,

  Marié sous le régime de la séparation de biens avec Madame GRIMALDI Lucie, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître HENRY, notaire à SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC (Gironde) le 2 juillet 1975 préalablement à leur union célébrée à SAINT-ANDRE-DE-CUBZAC, le 3 juillet 1975.
  Ledit régime n'ayant depuis lors subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

- **Monsieur Dominique CHEMINOT**
  demeurant Lieudit SAINT MARTIN - Avenue du Lubéron 04100 MANOSQUE
  né le 21 avril 1958 à DESERTINES (03)
  de nationalité française, « Résident » au sens de la réglementation financière avec l'étranger,

  Marié sous le régime de la séparation de biens avec Madame PERRON Annette, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître BRUN BARBES, notaire à BOURGES (Cher) le 30 août 1987, préalablement à leur union célébrée à CERILLY (Allier) le 26 septembre 1987.
  Ledit régime n'ayant depuis lors subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

- **Monsieur Philippe ZUOLO,**
  Né le 24 novembre 1959 à MARSEILLE (Bouches du Rhône)
  demeurant 9 ter rue des Pins 05000 GAP,
  De nationalité Française, « Résident » au sens de la réglementation financière avec l'étranger
  Divorcé, déclarant ne pas avoir souscrit de Pacte Civil de Solidarité

- **La Société GASSENDI CONSULTANTS** SARL au capital de 20 000 euros dont le siège social est fixé 9 Rue du Docteur Honnorat 04000 DIGNE LES BAINS Immatriculée au RCS DIGNE B 451 165 872. Représentée par son gérant Monsieur Eric ISOARD.

- **Monsieur Jacques SPINELLI,**
demeurant 30 rue Marie Louise, 13008 MARSEILLE,
né le 15 avril 1951 à MARSEILLE (13),
de nationalité Française,
marié avec madame Sylvie PUECH, initialement sous le régime de la communauté de biens et désormais soumis au régime de la séparation de biens pure et simple homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de MARSEILLE du 16 décembre 1981.

- **La Société AZUR REVISION GESTION** SARL au capital de 68 000 euros dont le siège social est fixé 233 Carraire des Moines Quartier de la Clare 83270 SAINT CYR SUR MER Immatriculée au RCS TOULON B 400 764 866 00036. Représentée par son gérant Monsieur Michel BERTIN

- **La Société HAUTE PROVENCE COMPTABILITE** SARL au capital de 35 500 euros dont le siège social est fixé 338 Avenue de la Libération 04100 MANOSQUE Immatriculée au RCS MANOSQUE B 418 453 734. Représentée par son gérant Monsieur Jean-Roch BOYER.

ci-après dénommés "les cessionnaires",
d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à MANOSQUE du 18 décembre 2002, enregistré le 19 décembre 2002 au Service des Impôts de MANOSQUE Bord n°2002/577 case n°2, **il existe une société à responsabilité limitée dénommée A.P.I CONSEILS,** au capital de 130 000 euros, divisé en 1300 parts de 100 euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé Centre MERCURE Conseils - 338, avenue de la Libération, 04100 MANOSQUE, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 447573700 RCS MANOSQUE.

La société A.P.I CONSEILS a pour objet principal : l'achat la souscription d'actions ou de parts et plus généralement la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans toute société ; la gestion, l'assistance technique et administrative des participations financières ainsi acquises.

Son exercice social commence le 1er juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus.

Monsieur Dominique CHEMINOT est gérant de la société depuis le 21 décembre 2007.

Le capital de la société s'élève à CENT TRENTE MILLE (130 000) Euros. Il est divisé en MILLE TROIS CENTS (1 300) parts sociales de CENT (100) euros chacune, numérotées de 1 à 1 300, entièrement libérées, et réparties entre les associés en proportion de leurs droits savoir :

Monsieur Michel BERTIN, ci ..... 153 parts
Numérotées de 1 à 153,

Monsieur Jean-Roch BOYER, ci ..... 153 parts
Numérotées de 154 à 306,

Monsieur Claude CABALLERO, ci ..... 153 parts
Numérotées de 307 à 459,

Monsieur Dominique CHEMINOT, ci ..... 176 parts
Numérotées de 460 à 612 et de 661 à 683,

Monsieur Eric ISOARD, ci ..... 153 parts
Numérotées de 766 à 918,

Monsieur Alain NOUGUEREDE, ci ..... 176 parts
Numérotées de 919 à 1071 et de 708 à 730,

la société SERAC CONSULTANTS, ci ..... 13 parts
portant le numéro 1072 et de 731 à 742,

Monsieur Jacques SPINELLI, ci ..... 75 parts
Numérotées de 1073 à 1147,

Monsieur Philippe ZUOLO, ci ..... 176 parts
Numérotées de 1148 à 1 300 et de 743 à 765,

Société AZUR REVISION GESTION, ci ..... 24 parts
Numérotées de 613 à 636,

Société HAUTE PROVENCE COMPTABILITE,ci ..... 24 parts
Numérotées de 637 à 660,

Société GASSENDI CONSULTANTS, ci ..... 24 parts
Numérotées de 684 à 707,

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 300 parts.

Régime des cessions de parts

Aux termes de l'article 14 des statuts sociaux, il est stipulé :

« Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés qu'avec la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales »

En conséquence les présentes cessions intervenant entre associés sont libres.

Origine de propriété

Monsieur Claude CABALLERO est propriétaire de 153 parts numérotées, de 307 à 459, pour les avoir souscrites lors des augmentations de capital en numéraire des 17 mai 2003 et 31 janvier 2004.

CECI EXPOSE, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION

1) Par les présentes, **Monsieur Claude CABALLERO cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Alain NOUGUEREDE qui accepte, 12 parts sociales de 100 euros de valeur nominale, numérotées de 307 à 318,** sur les 153 parts lui appartenant dans la Société.

2) Par les présentes, **Monsieur Claude CABALLERO cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Dominique CHEMINOT qui accepte, 12 parts sociales** de 100 euros de valeur nominale, numérotées de 319 à 330, sur les 153 parts lui appartenant dans la Société.

3) Par les présentes, **Monsieur Claude CABALLERO cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Philippe ZUOLO qui accepte, 12 parts sociales** de 100 euros de valeur nominale, numérotées de 331 à 342, sur les 153 parts lui appartenant dans la Société.

4) Par les présentes, **Monsieur Claude CABALLERO cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à la SARL GASSENDI CONSULTANTS représentée par Monsieur Eric ISOARD qui accepte, 11 parts sociales** de 100 euros de valeur nominale, numérotées de 343 à 353, sur les 153 parts lui appartenant dans la Société.

5) Par les présentes, **Monsieur Claude CABALLERO cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Jacques SPINELLI qui accepte, 6 parts sociales** de 100 euros de valeur nominale, numérotées de 354 à 359, sur les 153 parts lui appartenant dans la Société.

6) Par les présentes, **Monsieur Claude CABALLERO cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à la société AZUR REVISION GESTION représentée par Monsieur Michel BERTIN qui accepte, 11 parts sociales** de 100 euros de valeur nominale, numérotées de 360 à 370, sur les 153 parts lui appartenant dans la Société.

7) Par les présentes, **Monsieur Claude CABALLERO cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à la SARL HAUTE PROVENCE COMPTABILITE représentée par Monsieur Jean-Roch BOYER qui accepte, 12 parts sociales** de 100 euros de valeur nominale, numérotées de 371 à 382, sur les 153 parts lui appartenant dans la Société.

Chaque cessionnaire devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Chaque cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Les cessionnaires auront seuls droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur ces parts postérieurement à ce jour.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant **le prix principal de VINGT QUATRE MILLE SIX CENT VINGT QUATRE (24 624) Euros, soit 324 € par part sociale**, que les cessionnaires ont payé à l'instant même à Monsieur Claude CABALLERO, qui le reconnaît et leur en donne valable et définitive quittance, savoir :

- Monsieur Alain NOUGUEREDE à concurrence de 3 888 € payés par chèque à Monsieur Claude CABALLERO pour les 12 parts acquises,

- Monsieur Dominique CHEMINOT à concurrence de 3 888 € payés par chèque à Monsieur Claude CABALLERO pour les 12 parts acquises,

- Monsieur Philippe ZUOLO à concurrence de 3 888 € payés par chèque à Monsieur Claude CABALLERO pour les 12 parts acquises,

- la société GASSENDI CONSULTANTS à concurrence de 3 564 € payés par chèque à Monsieur Claude CABALLERO pour les 11 parts acquises,

- Monsieur Jacques SPINELLI à concurrence de 1 944 € payés par chèque à Monsieur Claude CABALLERO pour les 6 parts acquises,

- la société AZUR REVISION GESTION à concurrence de 3 564 € payés par chèque à Monsieur Claude CABALLERO pour les 11 parts acquises,

- la société HAUTE PROVENCE COMPTABILITE à concurrence de 3 888 € payés par chèque à Monsieur Claude CABALLERO pour les 12 parts acquises,

DONT QUITTANCE

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant déclare :

- qu'il est marié sous le régime de la communauté réduite aux acquêts avec Madame SABATINO Jocelyne, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la Mairie de MARSEILLE (13) le 24 octobre 1975.

Madame SABATINO Jocelyne, conjoint commun en biens du cédant intervient aux présentes et déclare avoir pris connaissance de ladite cession et y donner son consentement.

- qu'il est de nationalité Française,

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

Le cédant et les cessionnaires déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-16 du Code de commerce et à l'article 14 des statuts, cette cession a lieu entre associés et ne nécessite donc pas l'agrément des associés.

MODIFICATION DES STATUTS

Interviennent aux présentes :

- Monsieur Michel BERTIN,
- Monsieur Jean-Roch BOYER,
- Monsieur Eric ISOARD,
- La société SERAC CONSULTANTS, représentée aux présentes par son gérant,

seuls autres associés de la société A.P.I CONSEILS, qui conviennent avec les parties susnommées que, pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts, l'article 8 des statuts serait désormais rédigé de la manière suivante :

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

Monsieur Michel BERTIN, ci ..... 153 parts
Numérotées de 1 à 153,

Monsieur Jean-Roch BOYER, ci ..... 153 parts
Numérotées de 154 à 306,

Monsieur Claude CABALLERO, ci ..... 77 parts
Numérotées de 383 à 459,

Monsieur Dominique CHEMINOT, ci ..... 188 parts
Numérotées de 460 à 612 et de 661 à 683 et de 319 à 330,

Monsieur Eric ISOARD, ci ..... 153 parts
Numérotées de 766 à 918,

Monsieur Alain NOUGUEREDE, ci ..... 188 parts
Numérotées de 919 à 1071 et de 708 à 730 et de 307 à 318,

la société SERAC CONSULTANTS, ci ..... 13 parts
portant le numéro 1072 et de 731 à 742,

Monsieur Jacques SPINELLI, ci ..... 81 parts
Numérotées de 1073 à 1147 et de 354 à 359,

Monsieur Philippe ZUOLO, ci ..... 188 parts
Numérotées de 1148 à 1 300 et de 743 à 765 et de 331 à 342,

Société AZUR REVISION GESTION, ci ..... 35 parts
Numérotées de 613 à 636 et de 360 à 370,

Société HAUTE PROVENCE COMPTABILITE,ci ..... 36 parts
Numérotées de 637 à 660 et de 371 à 382,

Société GASSENDI CONSULTANTS, ci ..... 35 parts
Numérotées de 684 à 707 et de 343 à 353,

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1 300 parts.

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont libérées intégralement.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société A.P.I CONSEILS est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Conformément à l'article 726 modifié par L n°2008-776 du 4 août 2008, il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante : 24 624 euros - (23 000 euros x [76] / 1300) = 23 279,39 euros

23 279,39 € X 3% = **698 € à payer au Trésor Public**

REGIME DES PLUS-VALUES

Les présentes cessions de titres relèvent du régime prévu à l'article 150- OA du CGI.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS.

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par les cessionnaires, qui s'y obligent, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

Fait à MANOSQUE
Le 21 novembre 2008
En 11 exemplaires originaux

Le cédant :
Monsieur Claude CABALLERO

Intervention du conjoint :
Madame Jocelyne SABATINO
Epouse CABALLERO

Les Cessionnaires

Monsieur Alain NOUGUEREDE

Monsieur Dominique CHEMINOT

Monsieur Philippe ZUOLO

SARL GASSENDI CONSULTANTS
Représentée par M. Eric ISOARD

Monsieur Jacques SPINELLI

SARL AZUR REVISION GESTION
Représentée par M. Michel BERTIN

SARL HAUTE PROVENCE COMPTABILITE
Représentée par M. Jean-Roch BOYER

Enregistré à : S.I.E. DE MANOSQUE
Le 28/11/2008 Bordereau n°2008/1 099 Case n°6 **Ext 3470**
Enregistrement : 698 € Pénalités :
Total liquidé : six cent quatre-vingt-dix-huit euros
Montant reçu : six cent quatre-vingt-dix-huit euros
L'Agente